

Mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane

Programme d'auditions

En italique, les réunions en plénière, les autres auditions seront des auditions en format « rapporteur élargies ». ¹

Cadre général du sujet / audition des acteurs concernés en Guyane

- M. Marc Del Grande, préfet de la Guyane ; (25 mai)
- M. Nicolas Prisse président de la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA); (28 mai)
- Mme Manon Réguer-Petit, sociologue, Directrice de l'Agence Phare, auteure de l'ouvrage «Le défi de la prévention du phénomène des mules en Guyane » (INJEP, analyses et synthèses, novembre 2018) ; (28 mai)
- M. Gil Friedman, commissaire divisionnaire, M. Thibaut Rebourg, commissaire de police (DPTN Guyane) et le général Bras, commandant de la gendarmerie de Guyane ; (2 juin)
- M. Alexis Lopés, directeur régional des douanes de Guyane ; (2 juin)
- représentants de l'autorité judiciaire en Guyane (première présidente de la Cour d'appel, président du tribunal judiciaire, procureur général, procureur de la République) ; (4 juin)
- Mme Carine Sinaï-Bossou, Présidente de la CCI Guyane (en charge de l'aéroport de Felix Eboué) ; (2 juin)
- M. Rodolphe Alexandre, président de la collectivité territoriale de Guyane ; (22 juin)
- M. Serge Anelli, maire de Maripasoula, Mme Sophie Charles, maire de Saint-Laurent du Maroni, M. Serge Smock, Maire de Matoury et Mme Marie-Laure Phinera-Horth, Maire de Cayenne ; (8 juin)
- M. Patrice Faure, préfet du Morbihan et ancien préfet de Guyane ; (4 juin)
- le Conseil Economique, Social, Environnemental, de la Culture et de l'Education (CESECE) de Guyane et le Grand Conseil Coutumier ; (8 juin)

Volet prévention et réinsertion

- table ronde collectifs et associations guyanais : l'Apameg (Association pour la Protection et l'Accompagnement de la Mère et de l'Enfant en Guyane), AKATI'J, 500 Frères, Association Mama Mobi ; (11 juin)

¹ Rouge : auditions confirmées

Bleu : auditions à confirmer

Noir : auditions ayant déjà eu lieu.

- Association Trop Violans ; *(date à déterminer)*
- Mme Guéda Gadio, docteure en sociologie et diplômée en criminologie, auteure d'une étude sociologique sur le profil des personnes impliquées dans le transport de stupéfiants entre la Guyane et l'Hexagone ; **(11 juin)**
- directeur du centre pénitentiaire et du service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) de Rémire-Montjoly ; tribunal judiciaire de Créteil et service pénitentiaire de probation et d'insertion du Val-de-Marne ; **(15 juin)**
- Mouvement pour la réinsertion sociale (MRS) ; **(15 juin)**
- Mission locale de Guyane ; **(15 juin)**
- Service militaire adapté (SMA) ; **(18 juin)**

Volet contexte régional et coopération internationale

- chercheur (M. David Weinberger, chercheur à l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ), spécialiste des routes de la drogue en Amérique du Sud) ; **(18 juin)**
- M. Antoine Joly, ambassadeur de France au Suriname ; **(18 juin)**
- ambassadeur délégué à la coopération régionale Antilles-Guyane ; **(22 juin)**
- ambassade de France aux Pays-Bas ; **(22 juin)**

Séquence Hexagone

- M. Serge Galloni directeur régional de la police aux frontières d'Orly ; **(déplacement ?)**
- M. Jean-Claude Cazalbou directeur régional des douanes d'Orly ; **(déplacement ?)**
- Direction des affaires criminelles et des grâces (DACG) ; **(2 juillet)**
- Direction générale des douanes et droits indirects (avec la Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières, qui dépend d'eux) ; **(29 juin)**
- Direction générale de la police nationale ; **(29 juin)**
- Direction générale de la gendarmerie nationale ; **(2 juillet)**
- Office anti-stupéfiants (OFAST) ; **(29 juin)**
- ministère des solidarités et de la santé ; *(date à déterminer)*
- *ministre des outre-mer ou directeur général des outre-mer (date à déterminer).*